

SPÉCIAL MAROC

Évolution de l'économie entre 1999 et 2007

Depuis l'intronisation de SM le Roi Mohammed VI en 1999, l'économie nationale a enregistré des performances encourageantes dans un contexte difficile et instable, faisant preuve d'une grande capacité d'adaptation et d'absorption de chocs, qui n'a laissé indifférents ni les institutions financières internationales ni les investisseurs étrangers.

Le Souverain a pu, lors de cette période courte certes mais riche en réalisations, enclencher une dynamique de changement et de réformes profonds et lancer d'importants projets de développement de nature à jeter les bases d'une économie solide et prospère, qui entame avec sérénité sa phase de décollage.

Mené selon une logique de consolidation des acquis et d'ouverture de nouvelles perspectives, deux caractéristiques d'un travail serein qui agit sur le fond et dans la durée, ce processus de réformes a commencé déjà à donner ses fruits, notamment sur le plan économique, comme en témoigne le taux de croissance annuelle moyenne, qui a atteint environ 5 % entre 2002 et 2006 au lieu de 3,3 % durant la période 1999-2001.

Ce niveau de croissance, désormais moins volatile, demeure cependant insuffisant eu égard aux potentialités du pays et aux enjeux en matière de chômage et de lutte contre la pauvreté.

VISIBILITÉ ET CONFIANCE DES INVESTISSEURS

La capacité de l'économie marocaine à préserver ses équilibres macro-économiques a conféré plus de confiance et de visibilité aux investisseurs, aussi bien étrangers que nationaux, qui ont répondu massivement présents pour tirer profit de l'ouverture opérée par le Maroc dans plusieurs domaines, notamment dans les secteurs du tourisme et de l'habitat.

Rien que pour le premier semestre 2007, les conventions d'investissement étrangers déjà signées au Maroc se chiffrent à quelque 59 milliards de dirhams⁽¹⁾, contre à peine 5,8 milliards en 2002.

Sous l'impulsion de SM le Roi, le Maroc a pu autonomiser davantage son économie vis-à-vis du secteur agricole, maîtriser l'inflation autour de 1,5 % en moyenne, contenir le déficit budgétaire à 3 % du PIB, réduire le poids et le coût de la dette du trésor et diminuer le taux de chômage, qui passe pour la première fois en 2006 sous la barre de 10 %. L'économie marocaine a également enregistré une progression substantielle de l'épargne nationale, grâce en particulier, au dynamisme des transferts de fonds des marocains résidant à l'étranger (MRE) et une nette amélioration de la position extérieure du Royaume.

LES RECETTES DU TOURISME SUPÉRIEURES À CELLES DES MRE

Les envois de fonds des MRE ont atteint en 2006 quelque 47,7 milliards de dirhams, constituant avec les recettes touristiques (environ 53 milliards) une rentrée de devises importante, qui permet à la

balance de paiement d'afficher un solde excédentaire. Cet excédent ne doit pas néanmoins masquer le déficit chronique qu'accuse la balance commerciale et la perte de compétitivité de certains secteurs exportateurs qui en résulte. Entre 1999-2005, le déficit commercial a presque triplé, pour atteindre environ 20 % du PIB en 2005.

Ces performances, réalisées pourtant dans une conjoncture difficile et instable, marquée essentiellement par une flambée des cours du pétrole sur les marchés internationaux et des aléas climatiques défavorables, montrent que l'économie marocaine a acquis au fil des années une grande capacité d'adaptation et d'amortissement des chocs, ce qui a forcé l'admiration des grandes institutions financières internationales, dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

BONNE NOTE DES AGENCES INTERNATIONALES

Tout en soulignant la nécessité de poursuivre les réformes, ces deux institutions ne manquent pas de mettre l'accent, à l'occasion de chaque rapport, sur les avancées réalisées par le Maroc. Cette évaluation positive de l'économie nationale est confirmée par les agences internationales de notation financière. Standard & Poor's a porté sa notation pour le Maroc de BB à BB+, alors que Moody's a établi un rapport favorable sur la perception du risque Maroc et a fait savoir que la note pourrait être améliorée si la tendance des réformes se poursuivait à moyen terme. "Fitch Ratings", pour sa part, a attribué "l'investment grade" au Maroc, une note qui reflète les progrès remarquables accomplis au cours des dernières années sur les plans politique, économique et social.

La vigueur de l'économie nationale et la place qu'elle occupe à l'échelle internationale sont le résultat des nombreux chantiers de réformes et des projets d'envergure lancés dans plusieurs domaines, sous la conduite éclairée de SM le Roi, qui a doté le Maroc d'un projet de société clair et bien défini dans le temps et dans l'espace.

LE MEGA PROJET TANGER-MED

Ces projets de développement et réformes ont touché pratiquement tous les secteurs d'activité, ce qui a fait du Maroc un pays résolument tourné vers l'avenir et vers davantage d'ouverture pour s'inscrire ainsi dans la logique d'un monde de plus en plus globalisé.

Le projet du port "Tanger-Med" illustre parfaitement cette dimension de globalisation dans les actions menées par SM le Roi et exprime l'ambition du Royaume de se positionner comme acteur et partenaire

dans les échanges économiques internationaux. Cette infrastructure grandiose, dont la réalisation a nécessité environ 11 milliards de dirhams, sera érigée en zone spéciale de développement comprenant un port en eau profonde, une zone franche logistique de 90 ha, une zone industrielle de 600 ha, une zone d'activité commerciale de 200 ha ainsi que plusieurs projets touristiques.

Entré en service partiellement en 2007, ce port sera renforcé par un autre port à conteneur "Tanger Med II" qui portera la capacité globale de ce complexe portuaire à 8,5 millions de conteneurs.

Ce projet d'envergure, qui se situe aux portes de l'Europe et à la croisée des plus importantes routes maritimes, est l'expression de la politique économique libérale du Maroc, qui se propose de transformer les atouts du Royaume en investissements nationaux et étrangers, en emplois et en croissance économique.

Dans cette dynamique, le tourisme n'est pas en reste. SM le Roi lui accorde une importance particulière. Centrée autour de la vision 2010 et de la libéralisation du transport aérien, la stratégie nationale visant le développement du secteur du tourisme a déjà commencé à donner ses fruits, comme le confirment les statistiques officielles, qui font état d'une progression substantielle aussi bien des arrivées de touristes que des nuitées et des recettes voyages.

Selon le département du Tourisme, plus de 16 millions de nuitées ont été enregistrées en 2006 dans les différents établissements d'hébergement classés du Royaume, qui a accueilli 6,56 millions de touristes durant l'année écoulée. Ces derniers ont généré des recettes estimées à environ 53 milliards de dirhams, dépassant ainsi et pour la première fois les envois de fonds effectués par les MRE.

LE PLAN EMERGENCE DE L'INDUSTRIE

Dans le domaine de l'industrie, le "Plan Emergence" répond au besoin pressant de rénovation du secteur secondaire, au moment où le pays s'engage résolument vers davantage d'ouverture à travers les nombreux accords de libre échange qu'il a déjà signé. Cette nouvelle stratégie industrielle élaborée par le gouvernement et entérinée par SM le Roi, se décline en un programme qui repose sur quatre piliers: le développement de nouveaux métiers de délocalisation des services (offshoring), la création de zones de sous-traitance industrielle orientées vers l'Europe (automobile, électronique et aéronautique), la modernisation et la relance des piliers existants (textile, produits de la mer et agroalimentaire), et l'accélération de la modernisation compétitive du tissu industriel marocain.

La mise en oeuvre du plan Emergence devrait avoir des retombées bénéfiques sur l'ensemble de l'économie grâce à la réalisation d'environ 440.000 emplois à l'horizon 2013, un apport annuel de 1,6 pc en termes de taux de croissance et une réduction de 50 pc du déficit commercial.

Les efforts consentis dans les domaines de l'Industrie et du Tourisme ne pouvaient donner de résultats sans un réseau de routes performant et couvrant l'ensemble du territoire national. Cette réalité est au centre des préoccupations de SM le Roi, qui suit de près toutes les étapes d'exécution des programmes routiers.

L'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE MODERNISÉE ET ALLONGÉE

L'intérêt du Souverain pour ce chantier a permis l'activation de la mise en oeuvre du programme autoroutier, dont la cadence de construction a été multipliée par quatre pour atteindre à partir de 2005 quelque 160 km/an au lieu de 40 km/an durant les années 90.

Plusieurs axes stratégiques, qui auront sans nul doute un impact positif sur l'économie nationale sont déjà lancés. Il s'agit notamment des tronçons Marrakech-Agadir (233 km) et Fès-Oujda (320 km), dont le montage financier (12,5 milliards de dirhams) est totalement bouclé.

Par ailleurs, les projets lancés dans le domaine de l'habitat s'inscrivent dans le cadre de programmes visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et à contribuer à l'amélioration des indicateurs sociaux du Maroc. Conscient de l'importance de ce chantier, SM le Roi Mohammed VI n'a eu de cesse, depuis Son accession au Trône, de sillonner le Royaume du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est pour lancer, inaugurer, suivre et superviser plusieurs projets d'habitat, qui assureront des milliers de logements décentés à des millions de marocains et permettront la restructuration et la réhabilitation de plusieurs villes marocaines.

Ces réalisations et bien d'autres, qui sont de l'avis de plusieurs observateurs de véritables chantiers de règne, témoignent des choix stratégiques et mûrement réfléchis opérés par SM le Roi pour engager le Maroc sur la voie du progrès et de la prospérité et permettre à l'économie nationale d'entamer son décollage avec sérénité et efficacité.

Rabat (MAP) le 27/07/07

(1) Un milliard de dirhams = 129 millions de dollars canadiens..